

# L'ENVERS

Jeunesse et urgence écologique

Ça chauffe ! On agit ?

Projet porté par



## CLIMAT

Sécheresse au pays de la pluie

## BIODIVERSITÉ

Alain Rattez, un maire anti-pesticides récompensé

## CITOYENNETÉ

L'espoir d'une convergence des luttes entre féminisme et écologie

# JEUNESSES, JOUR D'AVANT ET JOUR D'APRÈS...

L'urgence écologique est le thème d'un article du *Monde Diplomatique* en janvier 2020. Cette chronique s'interroge sur les mandats politiques et sur la symbolique de « l'homme prédateur ». A l'inverse, les valeurs d'éducation et d'esprit critique sont amenées à poser le débat de l'« anthropocène », mettant en perspective la place et le rôle du citoyen face à l'inaction politique.

Voilà bien le propos de ce magazine sur la transition écologique coordonné par la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités. « La parole libre aux jeunes ! » pourrait être le sous-titre de ce projet de l'UPPJ, l'Université Populaire et Permanente de la Jeunesse porté par l'association Interphaz.

Cette liberté de parole et de ton soulève des problèmes d'actualité qui résonnent avec force dans cet espace d'après « Covid-19 » qui se dessine devant nous.

Dès le mois d'octobre 2019, Alban, Moufali, Marion, Elise, Clara, Justine, Rémi, Mathis, Céline et l'équipe radio-

phonique d'Agissons ont fait un travail de journaliste et ont approfondi ces thèmes de demain, « du monde d'après » (déjà!) dans des articles portant sur l'alimentation, l'effondrement, la transition énergétique, la végétalisation, la convergence des luttes, l'agriculture, la situation climatique...

Autant de sujets que d'urgences, autant d'urgences que d'héritages de notre « monde d'avant » dont les jeunes ne détournent pas les yeux.

Les valeurs d'échanges et de partages sous-tendent chaque ligne de ce travail collectif et font écho aux idéaux de société que nous défendons au quotidien. Parce que l'urgence climatique n'est pas une fatalité mais une réalité sur laquelle nous avons tous prise.

Nous vous souhaitons une belle immersion dans ces sujets et restons à disposition pour échanger sur ces actions et en construire de nouvelles maintenant et dans ce monde d'après, qui est déjà celui d'aujourd'hui.

**KARINE ZABOROWSKI**

Co-présidente Interphaz / Administratrice MRES / Administratrice Oxfam France

# SOMMAIRE

## CLIMAT

- 6** SÉCHERESSE AU PAYS DE LA PLUIE
- 7** QUAND L'AGRICULTURE RÉDUIT SA CONSOMMATION D'EAU

**10** ET SI LES HAUTS-DE-FRANCE ENTRAIENT  
DANS LA COURSE DU BIO ET LOCAL ?

**12** DONNER PLUTÔT QUE JETER

**13** LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

**14** ASSIETTE ET PLANÈTE : MÊME COMBAT !

## CONSOMMATION

## BIODIVERSITÉ

**16** INTÉGRER LA VÉGÉTATION DANS NOS VILLES

**18** BALADE EN JUNGLE URBAINE

**19** UN MAIRE ANTI-PESTICIDES RÉCOMPENSÉ

**22** L'EFFONDREMENT M'EFFONDRE

**24** L'ESPOIR D'UNE CONVERGENCE DES LUTTES ENTRE  
FÉMINISME ET ÉCOLOGIE

**25** LA TRANSITION, ÇA SE PASSE AUSSI SUR LE NET !

**26** AVEC AGISSONS, L'ÉCOLOGIE A DE BONNES ONDES

## CITOYENNETÉ





# CLIMAT



crédit : Les Planteurs Volontaires

## SÉCHERESSE AU PAYS DE LA PLUIE

**« Ça n'arrête pas de pleuvoir ! C'est quoi ce pays ? », peste Gisèle, retraitée lilloise. Pourtant, la région a passé les trois quarts de l'année 2019 en alerte sécheresse.**

« La pluie, c'est justement ça le problème ! », explique Didier Lhomme, du service Eau et nature de la DREAL. Les Hauts-de-France ne s'approvisionnent quasiment qu'avec les précipitations pluvieuses. Alors quand la région se trouve dans un cycle de pluviométrie faible, la sécheresse arrive vite. Ajoutez à cela une dose de dérèglement climatique qui entraîne une hausse des températures et des pluies plus courtes et plus violentes, et vous obtenez un état d'alerte renforcé de neuf mois et demi.

### DES MESURES DE RESTRICTION POUR PRÉSERVER LA RESSOURCE

Peu ou pas ressentie par les citoyens, cette situation est pourtant préoccupante pour une partie des activités et les milieux naturels dont nous sommes dépendants. Lorsque les réserves des nappes phréatiques et le niveau des cours d'eau sont trop faibles, la Préfecture enclenche l'état d'alerte pour garantir l'approvisionnement en eau de la sécurité civile et assurer le maintien des milieux naturels. C'est seulement après qu'un partage a lieu pour les activités économiques. Des mesures de restrictions sont mises en place : particuliers et collectivités sont tenus de proscrire les usages de loisirs, tels que l'arrosage des pelouses. L'objectif pour les industriels est de réduire leur consommation d'eau de 10 %. Enfin, l'irrigation agricole est interdite entre 11h

et 17h. Si les particuliers s'exposent à des amendes pouvant aller jusqu'à 1500 €, les industriels, eux, ne se voient pas imposer de sanctions.

### DES CONSÉQUENCES SUR LA BIODIVERSITÉ

Cette situation a également un impact sur la biodiversité, même si l'évaluation de ces effets ne peut se faire qu'à long terme. Robin Quevillart, chargé de projet au Groupe ornithologique et naturaliste du Nord-Pas de Calais (GON<sup>1</sup>) remarque toutefois que la sécheresse a eu une incidence directe sur la faune sauvage qui a du s'adapter au manque d'eau. Par exemple, le cycle de reproduction des amphibiens a été bouleversé car les plans d'eau utilisés pour la ponte se retrouvent de plus en plus tôt à sec.

Si Gérard Pinelle, membre de la fédération des chasseurs du Nord, déplore cette situation, il renvoie toutefois la responsabilité à d'autres : « *Nous ne faisons qu'emprunter l'eau pompée dans les rivières pour alimenter les mares de chasse, alors que les industriels ou agriculteurs, eux, consomment l'eau qu'ils prélèvent* ». Cependant, la majorité des contraventions dressées par la police pour non-respect des restrictions d'eau concernait le remplissage de mares pour des activités de chasse<sup>2</sup>.

En effet, des cabanes de chasses sont louées à proximité de ces mares, leur assèchement entraîne une diminution des rentrées économiques pour les fédérations de chasseurs qui, elles, mettent en avant leur rôle positif pour la biodiversité. Si Robin Quevillart recon-

naît que ces mares peuvent abriter des espèces sauvages, il ajoute que « *leur gestion par les chasseurs n'est pas forcément adaptée* ». Si ceux-ci viennent à faucher les contours d'une zone humide, cela peut être néfaste pour certaines espèces d'oiseaux.

### TAXER LA CONSOMMATION D'EAU ?

Les Assises de l'eau, encadrées par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, préconisent des mesures à long terme pour éviter cette situation critique. On y trouve notamment l'idée d'une tarification sociale consistant à rendre l'utilisation de l'eau plus chère au-delà d'un certain seuil. On estime qu'une personne a besoin pour ses usages de 150 à 170 litres d'eau par jour ; au-delà, l'eau serait alors taxée. Or l'eau est un sujet sensible. Même si le titre premier du code de l'environnement définit cette ressource comme « *le patrimoine commun de la nation* », chacun y voit d'abord son intérêt. S'il est impossible de prévoir une nouvelle période de sécheresse, il est certain que nous devons tous prendre en main ce problème, à commencer par les responsables politiques.

**Alban Leduc**

---  
1. Le GON réalise ses travaux grâce à un réseau de bénévoles qui observent la faune sauvage. Si vous souhaitez vous aussi contribuer, rendez-vous sur la plateforme du SIF.

2. Christian Canivez, « Alerte sécheresse: où l'on reparle de bons chasseurs et de mauvais chasseurs », *La Voix du Nord*.

# QUAND L'AGRICULTURE RÉDUIT SA CONSOMMATION D'EAU

L'agriculture est le secteur d'activité qui consomme le plus d'eau au monde. Selon Pierre Rabhi, fondateur du mouvement Colibris, l'agriculture consomme 90% de nos ressources en eau douce. Pour subvenir aux besoins alimentaires de la population mondiale toujours croissante, la superficie des terres cultivées a fortement augmenté, entraînant la multiplication par six de la consommation mondiale d'eau pour l'agriculture entre 1900 et 1975. Alors comment cultiver en réduisant notre consommation d'eau ?

## DOUCEMENT AVEC LE TUYAU D'ARROSAGE

L'arrosage de nos potagers représente en moyenne 9 litres, ce qui équivaut à un arrosoir par personne et par jour. En faisant attention et en s'équipant, il est possible de réduire sa consommation d'eau de moitié. Le site du Jardin de Noé explique « dans un jardin moyen, il est possible d'économiser environ 35 m<sup>3</sup> d'eau par an, soit 100 €, avec des gestes simples ». Aujourd'hui cette question de l'eau est cruciale et plusieurs experts s'expriment sur le sujet en nous livrant quelques conseils, les voici :

- Arroser au pied de la plante et n'apporter que la quantité d'eau nécessaire.
- Utiliser des systèmes économes en eau comme la micro-irrigation.
- Mesurer les quantités d'eau prélevées avec un compteur.

- Mettre en place un système de récupération d'eau de pluie.
- Préserver l'humidité du sol en le couvrant avec de l'écorce ou des rameaux d'arbres broyés.
- Choisir des espèces végétales adaptées aux conditions climatiques de nos régions.

Il est également possible de mettre en place un circuit fermé tel qu'un système d'aquaponie. Le plus long, si l'on souhaite le faire soi-même, est sa mise en place mais il existe aujourd'hui de nombreux kits d'aquaponie. Le but est d'allier les poissons et les plantes pour recréer l'écosystème que l'on observe proche des rivières entre les poissons et les plantes. En effet, les poissons vont déféquer dans l'eau et apporter des nutriments aux plantes, qui elles, par la même occasion, vont filtrer l'eau. C'est une technique de plus en plus répandue puisqu'elle permet une culture hors-sol et donc en intérieur.

## UNE AGRICULTURE SANS EAU, C'EST POSSIBLE !

Certains réussissent aussi à cultiver sans eau. Un maraîcher de Béziers applique l'agriculture sans eau depuis 30 ans en faisant une sélection de plantes adaptées à son terrain. Pascal Poot parvient à cultiver en bannissant tout ce qui est artificiel : c'est un retour aux techniques d'agriculture paysanne

à l'époque où nous ne disposions pas de pesticides ni de système d'irrigation.

Cette façon de faire a inspiré le service du développement durable de l'Université de Lille et l'Atelier Solidaire pour son projet « Campus Comestible » lancé en 2017. Cette initiative de campus comestible a été retenue dans le cadre de l'appel à projets « Mon projet pour la planète », car de plus en plus d'étudiants s'interrogent sur le contenu de leurs assiettes. Pierre Farges, David Ruffin et l'Atelier Solidaire ont commencé par mettre en place un potager à la Faculté de Pharmacie. Le projet a gagné du terrain par la suite et s'est étendu aux autres campus comme celui de Cité Scientifique à Villeneuve d'Ascq.

En octobre 2018, j'ai eu l'occasion de me rendre sur place et je me rappellerai toujours de la quantité de légumes foisonnant malgré la petite surface cultivée ! C'est en récoltant quelques tomates étrangement vertes que Yann Lafolie m'a expliqué : « Nous n'avons pas mis une seule goutte d'eau ». Me voyant stupéfaite, il a précisé : « en choisissant les semences paysannes provenant de la région, nous n'avons pas eu besoin d'arroser. » Et pourtant, en général, les tomates et les aubergines demandent de l'eau...

Céline Gauthier

crédit : MRES





# CONSOMMATION

crédit : Les Planteurs Volontaires



crédit : ISA/YNCREA

## ET SI LES HAUTS-DE-FRANCE ENTRAIENT DANS LA COURSE DU BIO ET LOCAL ?

**Alors que les Hauts-de-France se classent à la troisième place des régions agricoles en France<sup>1</sup>, deux tiers de sa surface, soit plus de 2,1 millions d'hectares<sup>2</sup>, sont dédiés à l'agriculture.**

Il s'agit là d'une activité créatrice d'emplois pour le territoire : 130 000 emplois dépendent directement de l'agriculture (en ajoutant les emplois générés par le secteur de l'agroalimentaire), soit 6% de l'emploi dans la région et 10% de l'emploi salarié agroalimentaire national<sup>3</sup>.

Fière de son agriculture, la région se targue de la production de 10 % du lait et du champagne français, de presque 75% des nos pommes de terre ainsi que de la quasi-totalité des endives et des choux de Bruxelles<sup>4</sup>. La production agricole en Hauts-de-France suit majoritairement un mode de production intensif, accompagné de l'utilisation d'intrants de synthèse.

Récemment publiée, une étude de Générations Futures a recensé les codes postaux des acheteurs de pesticides et classé ainsi les Hauts-de-France comme la deuxième région la plus consommatrice de pesticides en France, derrière la Nouvelle Aquitaine<sup>5</sup>.

Autre palmarès de la région : elle se place parmi les régions les plus exportatrices de France. Le Nord-Pas-de-Calais, à lui seul, représentait en 2014, 7,7 % des échanges internationaux en France<sup>6</sup>.

### AGRICULTURE BIOLOGIQUE À LA TRAÎNE

Pourtant, il y a bien des podiums que les Hauts-de-France n'atteignent pas, notamment celui de l'agriculture biologique (AB). En effet, fin 2018, seulement 1,7 % de la surface agricole de la région était certifiée biologique ou en cours de certification<sup>7</sup>, ce qui la place au 14<sup>e</sup> rang des régions françaises<sup>8</sup> en termes de surface agricole certifiée AB.

Difficile donc de ne pas penser que manger bio et local en Hauts-de-France soit une utopie. Néanmoins, un certain nombre d'associations sur le territoire militent et se mobilisent pour l'agriculture paysanne, pour des circuits courts, pour une alimentation bio en restauration collective, pour un développement durable du territoire. Parmi les mobilisations et les outils développés, certains permettent de comprendre comment et pourquoi les transformations de notre territoire sont possibles et indispensables. Parmi eux, PARCEL, un outil issu d'une collaboration entre Terre de Liens, la

Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB) et le BASIC, permet de simuler les effets d'une relocalisation alimentaire, d'un changement de régime alimentaire et d'une conversion biologique des terres agricoles.

Comme le souligne *Télérama* dans son édition du 15 avril 2020, PARCEL comble un vide : « *les documents de planification territoriale quantifient le nombre de crèches, de zones commerciales, de réseaux... Mais pas les terres agricoles nécessaires pour alimenter la population locale. Sur parcel-app.org, chacun d'entre nous peut désormais le faire.* »

Découvrez ci-contre quelques données régionales obtenues grâce à PARCEL.

**Elise Villain**

—

1. En termes de PIB agricole, INSEE 2015.

2. Agreste SAA provisoire 2017

3. INSEE 2015

4. INSEE 2015

5. Cartes des tonnages d'achats de pesticides par département, Générations Futures, 2017

6. Douanes, 2014

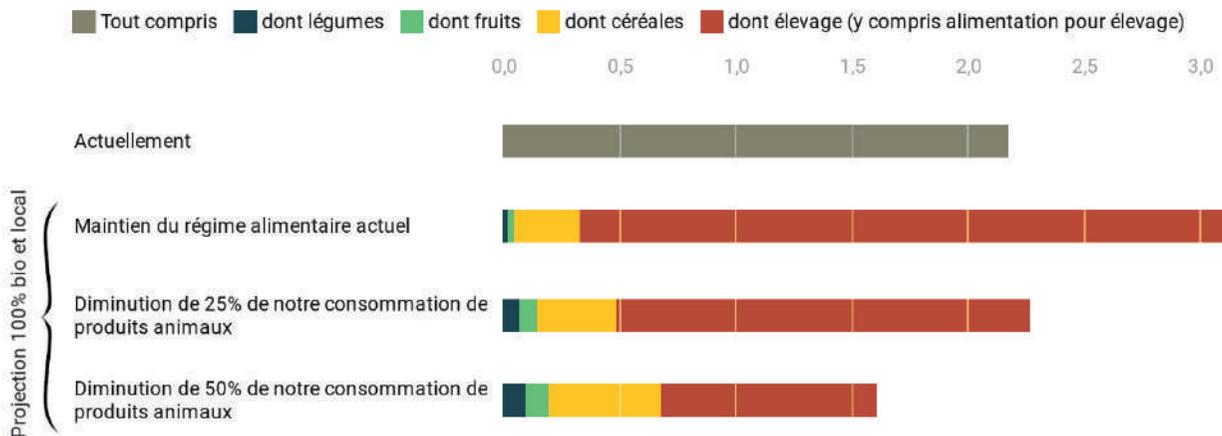
7. Bio en Hauts de France, 2018

8. Agence bio, 2018

# NOTRE RÉGION 100% BIO ET LOCAL : LES PROJECTIONS DE PARCEL

## Surface agricole

Exprimée en millions d'hectares



## Emplois

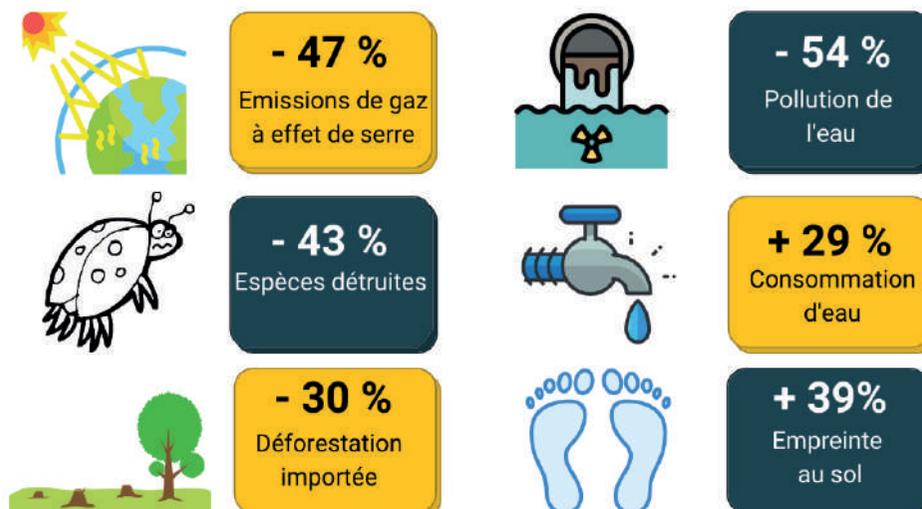
Tout compris dont légumes dont fruits dont céréales dont élevage (y compris alimentation pour élevage)

0 10 000 20 000 30 000 40 000 50 000 60 000 70 000 80 000 90 000



## Impacts environnementaux

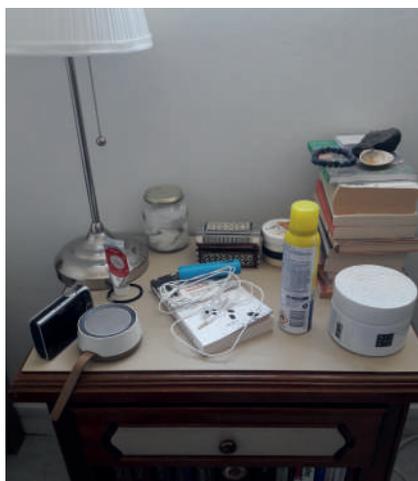
Calculés sur une projection de 100 % de produits bio et une diminution de 25 % de notre consommation de produits animaux



# « DONNER PLUTÔT QUE JETER ! »

Depuis quelques années, les sites de dons d'objets en ligne se sont multipliés. Une tendance bienvenue puisqu'en France un habitant produit près de 354 kilos d'ordures ménagères par an selon l'Ademe.

Le principe est simple : il s'agit de donner ou recevoir des objets pas forcément vendables mais tout à fait réutilisables, pour permettre de donner une nouvelle vie à tout ce qui peut l'être. Ces sites permettent d'obtenir des objets de toutes sortes.



« Tout ce qui se trouve sur cette table provient de dons et d'échanges en ligne. »

Pour accéder aux fonctionnalités des sites de dons, quelques minutes suffisent. Juste le temps de vous inscrire et d'accéder aux annonces pour donner ou recevoir gratuitement l'objet de votre choix. Ces sites sont gratuits et financés grâce aux publicités.

On a testé (et approuvé) pour vous trois sites gratuits et faciles à prendre en main pour les débutants.

**Donnons.org** : c'est le site francophone le plus connu et le plus utilisé en France. Avec plus d'un million de membres, il est reconnu comme une référence sur le net et a déjà permis de sauver de la déchetterie plus de 2 700 000 objets depuis sa création par l'association Donnons.

**Geev** : Geev est la solution anti-gaspi pour donner facilement une seconde vie à tous vos objets. Très appréciée des étudiants, elle permet aux particuliers donateurs/receveurs de s'échanger objets mais aussi nourriture. Lorsque vous contactez une personne pour un don, vous utilisez une "banane", un crédit virtuel offert dès votre inscription sur le site. Plus vous faites de dons, plus vous obtenez de nouvelles bananes qui vous permettront de contacter encore plus d'annonces. Si vous voulez vous essayer à la monnaie virtuelle et alternative, c'est l'occasion.



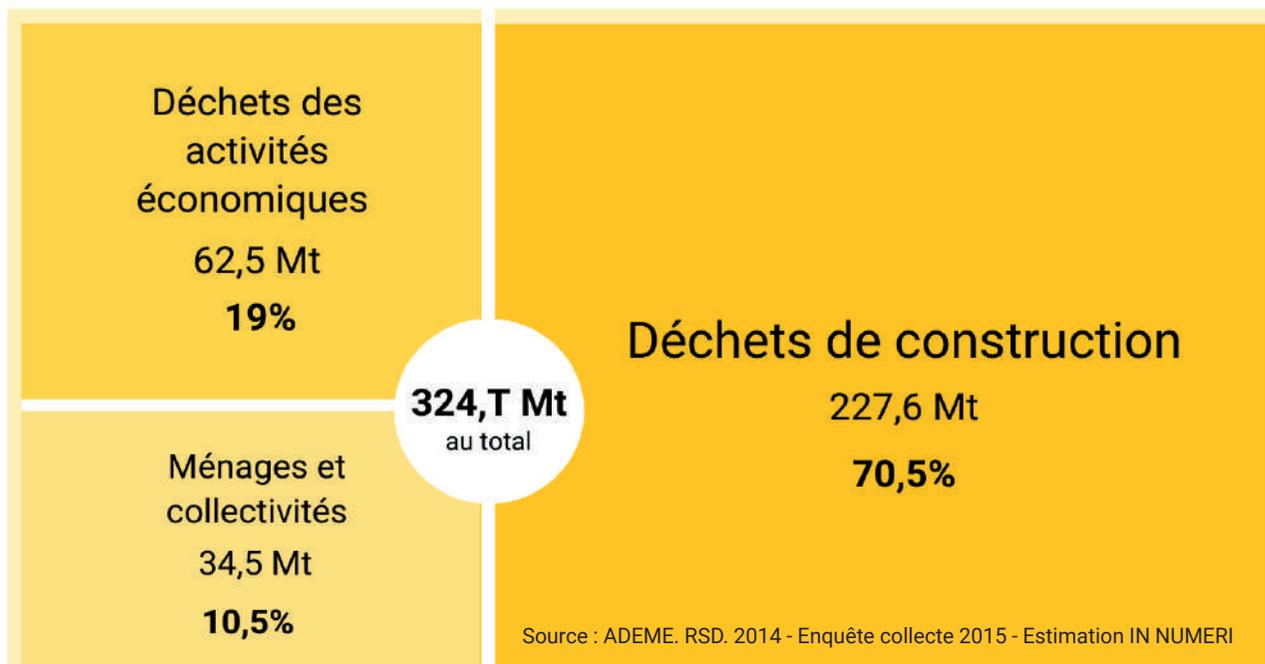
crédits : Clara Marteau

« Meubles, jouets, électroménager, outils, vêtements, livres, nourriture, ... Facile d'y trouver votre bonheur ! »

**Recupe.net** : Chaque jour plusieurs dizaines de nouvelles annonces d'objets gratuits sont déposées sur ce site. Né en 2001, il est soutenu par l'association Recupe (recupe-asso.fr) et son réseau est large et diversifié.

Clara Marteau

## PART DES DIFFÉRENTS SECTEURS DANS LA PRODUCTION DES DÉCHETS EN FRANCE EN 2015



# LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Difficulté ou impossibilité pour un foyer de payer ses factures d'énergie et/ou de satisfaire ses besoins essentiels en confort thermique



des foyers de la région sont en situation de précarité énergétique



les pratiques des ménages



le prix de l'énergie

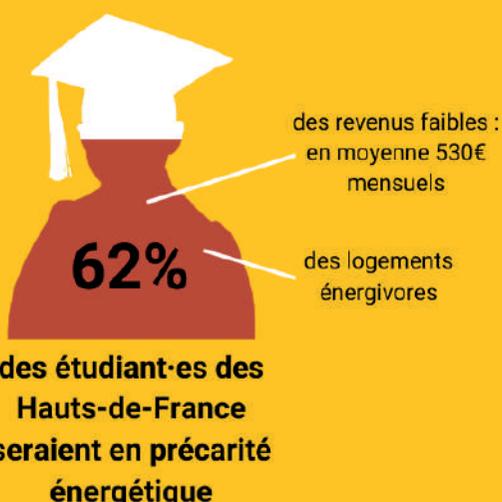


les revenus



la qualité de l'habitat et des équipements

## LES CAUSES ?



## DES SOLUTIONS ?

- Une aide à la rénovation énergétique des logements
- Une aide financière (ex : le Chèque Énergie)
- Repenser notre rapport à l'énergie et la considérer comme un bien commun à gérer collectivement
- Une gestion plus équitable de l'accès à l'énergie pour l'écologie

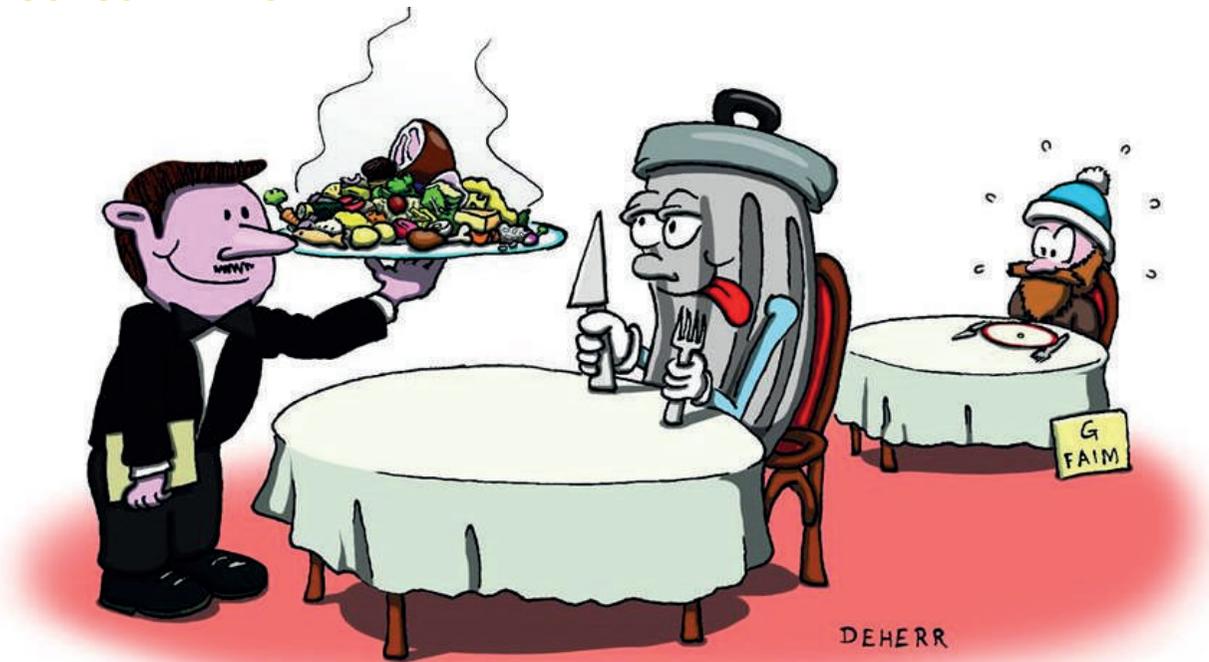
Contenu : Marion Pignel ; Mise en page : Thomas Coste

Sources :

· *Précarité énergétique étudiante : l'identifier pour mieux y remédier*, Association Promotion et Défense des Etudiants, janvier 2018.

· Bruno Villalba, « De la sobriété imposée à la sobriété choisie », *Reporterre*, mars 2016.

· « Les dépenses énergétiques du logement fragilisant près d'un ménage sur cinq », Insee Hauts-de-France, novembre 2019



## ASSIETTE ET PLANÈTE : MÊME COMBAT !

**Marché de Wazemmes, un mardi en tout début d'après-midi. Le marché est fini et les cageots de fruits et légumes abîmés s'accumulent. Certains iront à la poubelle. D'autres, plus chanceux, seront récupérés par quelques glaneurs. Cette scène, typique des fins de marché, n'est qu'une facette du gaspillage alimentaire.**

Selon un rapport de 2011 de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, un tiers des aliments produits dans le monde n'est jamais consommé. En France, cela représente 150kg par habitant. Chaque année, selon l'ADEME, 750 000 tonnes de nourriture sont jetées par la grande distribution et 1,08 million de tonnes par la restauration et les cantines. Mais c'est à la maison que nous gaspillons le plus, avec 2 millions de tonnes.

Gâcher de la nourriture, c'est aussi dépenser de l'argent, puisqu'en France, les seuls ménages gaspillent l'équivalent de plus de 10 milliards d'euros, soit 159 euros par personne et par an, selon l'ADEME.

Le gaspillage alimentaire a également un impact sur le climat. En rendant nécessaire une hausse de l'exploitation agricole et de la consommation en eau et en énergie, il contribue à l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre et renforce l'effondrement de la biodiversité. Ainsi, en 2007, 28% des terres agricoles ont servi à produire des aliments qui n'ont même pas été consommés.

Néanmoins, de nombreuses solutions, individuelles et collectives, existent. L'Union régionale de la CLCV (Consommation, Logement, Cadre de Vie) a accompagné, l'année dernière, une cinquantaine de familles dans le cadre de la Zéro Gâchis Académie. Une action qui a donné envie à l'association de proposer des interventions dans des écoles et auprès du grand public.

### DONNER ENVIE D'AGIR

Aurélié David, volontaire en service civique à la CLCV, nous explique : « *c'est important d'informer les gens pour qu'ils prennent conscience que leurs achats ont des répercussions, mais il faut aussi montrer concrètement ce qu'ils peuvent faire, c'est ce qui donne envie d'agir* ». Pendant ses interventions ou dans son entourage, Aurélié n'hésite pas à venir avec ses propres recettes anti-gaspi. L'association prévoit aussi d'organiser une disco-soupe à la rentrée. Le principe ? Cuisiner des invendus de supermarchés avec les passants, le tout en musique et dans une ambiance conviviale.

Au niveau de la législation, la situation évolue un peu. La loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire de 2016 contraint les supermarchés de plus de 400m<sup>2</sup> à donner leurs invendus à des associations. En 2018, cette loi a été étendue à la restauration collective et à l'industrie agroalimentaire, mais l'ordonnance n'a été publiée que fin octobre 2019. Elle prévoit une amende de 3750€ pour les contrevenants. On

ne peut que se réjouir que des associations bénéficient de ces produits, mais en les récupérant, c'est aussi à elles que revient la responsabilité de la conservation, du stockage et de la distribution. La crise du covid-19 a rappelé combien ces associations étaient vitales pour une partie de la population alors qu'elles reposent principalement sur du bénévolat et ont peu de moyens financiers.

Plus largement, se pose la question de notre souveraineté alimentaire avec les conséquences de traités de libre-échange comme le CETA, qui pèsent sur l'avenir de nos agriculteurs en favorisant une production industrielle et mondialisée, particulièrement polluante, à l'encontre d'une agriculture biologique et du commerce local.

Si nous voulons préserver la terre de nos ancêtres pour la léguer à nos enfants, il est nécessaire de changer notre façon de consommer et de produire. Alors, qu'attendons-nous ?

Rémi Dhellemmes

### QUELQUES CONSEILS PRATIQUES :

- faire l'inventaire de ses placards et de son frigo avant de faire les courses.
- prévoir un « repas de restes » une fois par semaine.
- tester des recettes anti-gaspi : soupes de fanes de radis, chips d'épluchures de légumes, boulettes de pain dur.



# BIODIVERSITÉ



crédit : Les Saprophytes

## INTÉGRER LA VÉGÉTATION DANS NOS VILLES

**Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sorti le 24 Septembre 2019 est formel : « l'atmosphère terrestre s'est réchauffée en moyenne de 0,85°C depuis 1880, et de 0,69°C depuis 1955. En France, le réchauffement observé est de +0,95°C sur la même période et la tendance pour la fin de ce siècle est encore à la hausse ».**

D'après l'Observatoire Climat, dans les Hauts-de-France, les températures n'ont cessé d'augmenter, tout comme les fortes pluies et les vagues de chaleur. En effet, c'est autour du 23 Juillet 2019 que Météo France a lancé une alerte canicule sur toute la France en classant la région Hauts-de-France en zone rouge. Le journal 20 minutes de Lille nous relate : « dans le Nord, le record le plus emblématique est celui de Lille. Il avait déjà été battu, l'an dernier, atteignant 37,6 °C. Ce 25 juillet 2019, le thermomètre a atteint 40,5 °C. » La végétation en ville contribue à atténuer localement les îlots de chaleur urbains principalement grâce à l'ombre des arbres qui réduit la température au sol et à la surface des bâtiments. De plus, l'eau perdue par les végétaux via l'évaporation est transférée du sol vers l'air et permet de le rafraîchir.

L'agglomération lilloise va être amenée à souffrir de ces hausses de

température. Pour alléger son réseau de rues très dense, la création de zones végétales serait une solution idéale, d'autant plus que les Lillois ne disposent que de 13 m<sup>2</sup> d'espaces verts par habitant, presque moitié moins que la moyenne de la Métropole Européenne de Lille. Sur le site de la Ville de Lille, une page internet intitulée « permis de végétaliser » permet aux particuliers, aux entreprises, écoles, etc. de faire une demande de végétalisation de ses espaces. Après examen des dossiers, il est ainsi possible de végétaliser les façades ou de fleurir les rues.

### DES CHANTIERS PARTICIPATIFS DANS LA MÉTROPOLE

Dans la région des Hauts-de-France, de nombreuses associations concernées par la nature, s'occupent aussi bien de gestion des potagers que de la protection des oiseaux. Sur la métropole lilloise, nous en dénombrons au moins une cinquantaine. Les entreprises, notamment du secteur de l'économie sociale et solidaire, accompagnent elles aussi la population vers des gestes plus respectueux de la nature.

Parmi elles, on peut citer Les Saprophytes, une coopérative composée d'architectes, paysagistes, plasticiens, constructeurs et graphistes. Ils développent depuis 2007 des projets

artistiques et politiques autour de préoccupations sociales, économiques et écologiques. Leurs actions reposent sur une dynamique participative comme pour le projet du Jardin Marie Buisine au quartier du Pile à Roubaix. Ce jardin a été créé dans l'intention de dédensifier les îlots laniers pour créer des zones d'aération.

Les Saprophytes nous expliquent : « Le chantier participatif a eu lieu en juin 2016 et s'est déroulé en deux étapes : une étape de construction des aménagements du jardin autour de l'abri, une grande table, et les parcelles de jardin, puis en juin, un grand chantier collectif de plantation d'arbres et d'arbustes fruitiers pour constituer des haies comestibles et des limites verdoyantes au jardin. A l'issue du chantier, les parcelles individuelles ont été distribuées aux différents habitants ayant manifesté une envie de jardiner, de cultiver. » A travers ce type de projet, il est question de rendre actifs les habitants dans la végétalisation de leurs espaces de vie via des ateliers de co-conception puis des chantiers participatifs.

**Céline Gauthier**

## CULTURE EN BAC



La culture en bac est de plus en plus utilisée en ville puisque la majorité des espaces publics et privés sont désormais bétonnés ou pavés. Cette technique réutilise le classique pot ou carré potager et permet de créer des îlots de végétation.



Désherbage facile

Déplacement d'un lieu à un autre aisé (permettant de gérer l'exposition au soleil)

Solution idéale pour les débutants



Moins d'espace pour les plantes

Arrosage plus important et régulier

Besoin d'un apport en terreau et engrais régulier

## MURS ET TOITS VÉGÉTALISÉS

Maintenant que 50% de la population vit en zone urbaine dense, les surfaces au sol libre se font rares. Les murs végétaux sont aujourd'hui à la mode. Inventée par le paysagiste Patrick Blanc à la fin des années 80, cette technique est très appréciée parce qu'elle ne prend pas d'espace de circulation... Recouvrir les toits plats ou à faible pente est aussi envisageable, d'ailleurs cette technique de végétalisation existait déjà il y a plusieurs siècles, chez les premiers vikings de la mer de Norvège.



Permet de réguler naturellement le taux de poussière par la filtration de l'air par les végétaux

Meilleure isolation thermique et sonore

Gain en verdure dans la ville : effet positif sur la santé mentale



Nécessite une structure de toit suffisamment résistante pour le poids du substrat

Demande l'intervention d'une entreprise spécialisée

Penser qu'un mur ou un toit végétal n'ont pas besoin d'entretien, c'est une erreur !



crédit : Patrick Blanc

## HYDROCULTURE



Surtout identifiée comme technique hors-sol pour cultiver nos tomates et nos fraises tout au long de l'année, l'hydroculture a des avantages non négligeables lorsque l'on a de petites surfaces ou que l'on souhaite de la végétation dans son intérieur.



Permet de gagner beaucoup d'espace et un lieu propre

Déplacement d'un lieu à un autre aisé

Evite le développement de germes et d'insectes



Surveillance permanente nécessaire

Coût élevé du système et en eau

Besoin nutritif pour les plantes important

Maitrise incomplète des déchets (filtres non recyclables)

Céline Gauthier

# BALADE EN JUNGLE URBAINE

Lille, capitale verte ? En 2019, la capitale des Flandres est arrivée finaliste au concours lancé par la commission européenne. Il faut préciser que le nombre d'espaces verts n'était pas le critère numéro 1 de cette compétition. Pour cette ville minière, le chemin est encore long avant d'être envahie par les herbes folles et les rangées d'arbres. D'ailleurs, on en dénombre 7 par habitant alors que Toulouse, par exemple, en compte 18. La végétalisation de Lille, ce n'est pas pour tout de suite.

De la Grand-Place à la rue Saint-Jacques, on a testé pour vous la balade urbaine 100% bitume et béton. Une courte promenade en centre ville où fleurs, brins d'herbe et arbres se font bien rares et où parfois, ils ont même été rasés....

## La grand-Place



Toujours aucun arbre en vue pour la place mythique, où vous ne pourrez qu'observer la forêt de poteaux pour laisser passer les autos.

## Rue St-Jacques



Sans aucune plantation, la vue est quand même mieux dégagée, reste la végétation synthétique à Noël...



## Boulevard des Cités-Unies



C'est tout un écosystème qui se renouvelle sur ce boulevard. Les anciens arbres ont disparu pour permettre au Biotopie de sortir de terre, un bâtiment de 30 000m<sup>2</sup> destiné à accueillir les bureaux de la MEL.

## Place Gentil Muiron



Fini la végétation depuis décembre 2018, celle-ci a donné place à un maquis urbain des moins exotique.

7  
ARBRES PAR  
HABITANT EN  
MOYENNE À  
LILLE.  
(Contre 18 à  
Toulouse)

Alban Leduc



## UN MAIRE ANTI-PESTICIDES RÉCOMPENSÉ

Alain Rattez, maire d'Ohain, dans le Nord, a reçu le 14 février dernier au Colisée de Roubaix le trophée de la catégorie « environnement » des Étoiles Nordistes, prix décernés par le quotidien régional La Voix du Nord. Cette distinction récompense l'action qu'il mène depuis plusieurs mois pour limiter l'usage des pesticides dans sa commune, notamment près des habitations et des écoles.

### ***Pourquoi avoir décidé d'interdire certains pesticides dans votre commune d'Ohain ?***

Avant tout pour préserver la santé des habitants du village tout en sauvegardant les paysages environnementaux. Les habitants d'Ohain et moi-même étions inquiets après l'arrivée de nouveaux agriculteurs qui pulvérisent une quantité importante de produits phytosanitaires sur leurs champs de pommes de terre. Pour cette culture, il faut près d'une vingtaine de traitements par an. Certains de ces champs étant très près des habitations et même des écoles, j'ai pris un arrêté pour éviter que des riverains respirent des substances dont on ne sait pas quelles seront les conséquences dans quelques années.

### ***Comment avez-vous organisé le dialogue avec les agriculteurs ?***

On s'est tous mis autour d'une table pour discuter des différents problèmes et améliorations que pouvaient soulever les arrêtés anti-pesticides. La commune possède 35 hectares de terres, ce qui représente une chance. Mon principal objectif a été de réaliser avec les agriculteurs des échanges de

terrains avec ceux qui se trouvent à l'extérieur de l'agglomération et qui appartenaient à la commune. Les cultivateurs nous ont remis certains de leurs terrains où sont actuellement cultivées les fameuses pommes de terre.

### ***Imposez-vous l'agriculture biologique ou un mode de production précis ?***

Non, je n'impose pas un mode de production particulier sur Ohain car le but n'est pas de faire de la répression mais de la sensibilisation. Nous cherchons à encourager les agriculteurs à utiliser des produits bio ou naturels et à pratiquer l'agriculture biologique et solidaire tout en leur permettant d'en vivre. Par exemple, nous avons un agriculteur bio qui effectue régulièrement des rotations de cultures pour préserver les sols. La commune compte un verger bio ainsi que deux agriculteurs passés dans le bio il y a peu.

### ***Que pensez-vous des mobilisations et marches pour le climat menées par les jeunes en France mais aussi partout dans le monde ?***

C'est bien que les jeunes veuillent avoir un impact sur les décisions politiques

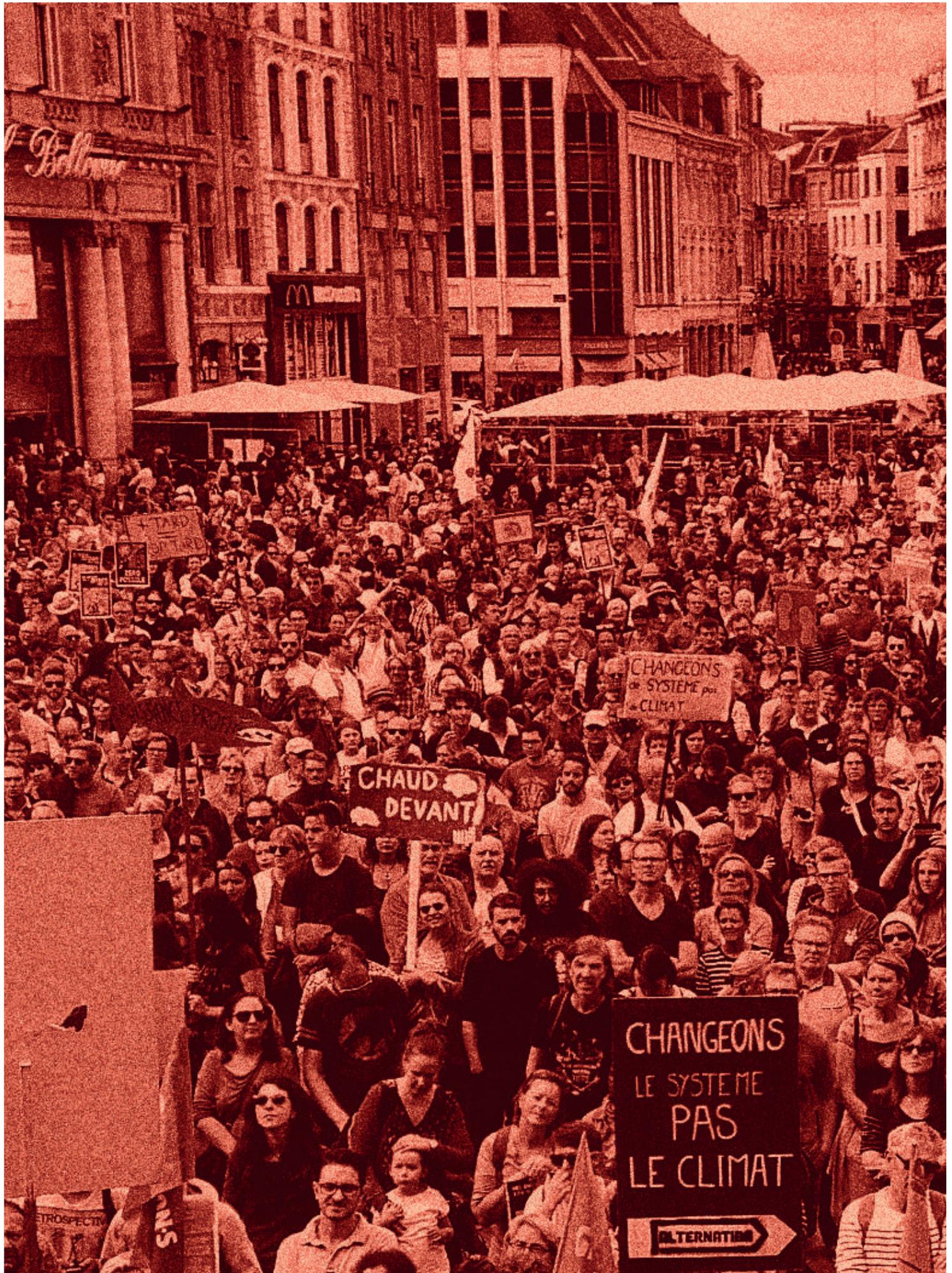
liées au climat et à l'environnement. Il faut y aller, ne pas avoir peur, vous mobiliser, montrer que vous êtes là et que vous ne lâchez rien. Vous êtes l'avenir, pas nous, et c'est donc vous qui avez la motivation et le pouvoir de faire bouger les politiques.

**Clara Marteau et Elise Villain**

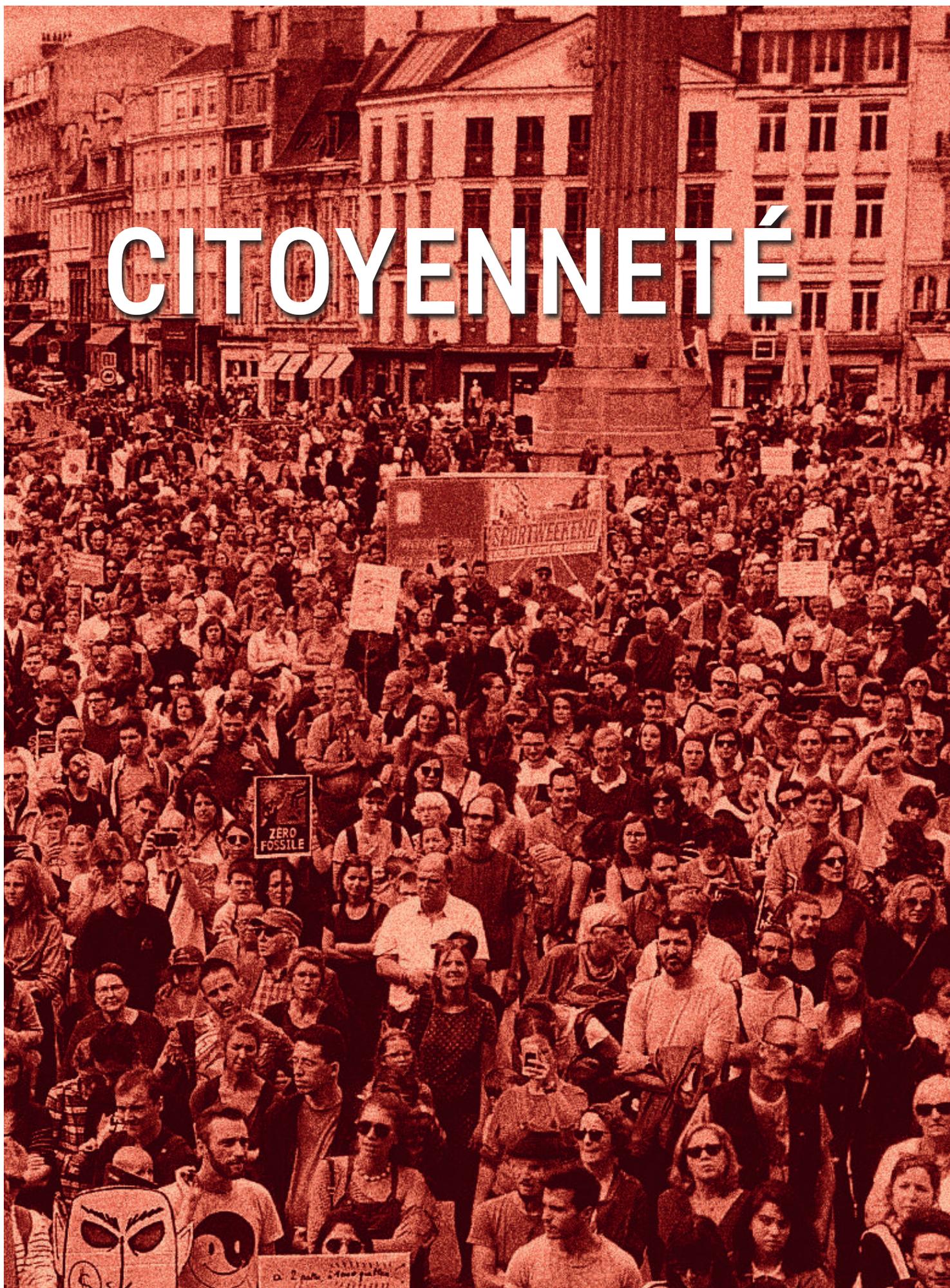
#### **DES ZNT CONTESTÉES**

A la suite d'arrêtés antipesticides pris par des maires, à commencer par Daniel Cueff, maire de Langouët, en Ille-et-Vilaine, les autorités ont imposé dès le 1er janvier 2020 des zones de non-traitement (ZNT) de pesticides, dont la plupart s'arrêtaient à cinq mètres des habitations. La FNSEA a réclamé un assouplissement de ce dispositif, et l'a obtenu. Le 30 mars 2020, le ministère de l'agriculture a accordé une dérogation, faisant passer la ZNT de cinq à trois mètres dans les départements où une « concertation aura été lancée ».

Avec le Covid-19, des associations et collectifs demandent un moratoire sur les épandages de pesticides près des habitations. Une nécessité sanitaire et morale.



# CITOYENNETÉ





crédit : Alban Leduc

## L'EFFONDREMENT M'EFFONDRE

« *Je suis tombé de haut lorsque j'ai découvert ça* ». Le ton est grave, l'ambiance est lourde. Martin, 22 ans, raconte comment il a découvert l'idée d'effondrement, et comment il a réagi.

Nous sommes sept ce soir-là à l'écouter, attablés à la Baraka, un lieu coopératif de Roubaix. « *Plus on met le nez dedans, plus on a de questions* », continue le jeune homme qui avoue être un peu survivaliste, se préparant déjà à parcourir des kilomètres à pied et à dormir dehors avec son sac de couchage qui résiste aux températures extrêmes. En effet, l'objectif de ce groupe de parole particulier est de permettre à ceux qui se trouvent angoissés par les perspectives d'un bouleversement environnemental de s'exprimer, d'écouter, et de partager leurs sentiments avec les autres.

« *La perspective d'un rebond en terme d'environnement s'éloigne au fil des rapports du GIEC\* tous plus alarmistes les uns que les autres.* »

L'idée d'un effondrement de notre société industrielle se fait donc de plus en plus crédible notamment à travers les écrits de Pablo Servigne qui annonce un bouleversement brutal de nos modes de vies à l'horizon 2030. La perspective

d'un effondrement de nos conditions de vie annonce des conséquences dramatiques pour le vivre ensemble de notre espèce et pour l'environnement en général, mais cela touche dès maintenant un certain nombre d'individus sur le plan psychologique.

« *Concevoir la fin d'une société et de sa vie actuelle est en effet extrêmement déstabilisant et peut activer de profondes émotions difficiles à gérer.* »

### L'ÉCO-ANXIÉTÉ : « LE MAL DU PAYS QUI NOUS QUITTE »

Si bien que dès les années 1990 est née une discipline spécifique pour étudier ce phénomène, il s'agit de l'« *écopsychologie* ». Depuis, de nombreuses notions et études viennent prouver que cette pathologie touche de plus en plus de personnes. Il s'agit le plus souvent d'une peur démesurée, incontrôlable, qui tourne à la maladie. Être conscient de voir apparaître une extinction de masse, sans que la majorité ne prenne réellement en compte cette menace fait froid dans le dos et peut vite nous rendre mélancolique.

Cette « *éco-anxiété* », comme nous l'appelons également, peut alors prendre des formes variées allant de l'insomnie

à l'angoisse, jusqu'à la dépression et peut avoir des origines différentes selon les sujets qui touchent les individus. Pour prendre un exemple avec ce que nous connaissons, Alice Desbiolles, médecin spécialisée en santé environnementale, explique : « *le mal du pays, c'est le pays que l'on quitte ; tandis que la solastalgie –ou éco-anxiété-, c'est le pays qui nous quitte* ».

« *On nous prend pour des gens bizarres* »

Ce désespoir, malgré sa force et son développement, est difficile à exprimer. Comme l'explique Marie : « *on nous prend pour des gens bizarres* ». L'idée d'effondrement étant encore marginale, l'entourage a souvent du mal à comprendre ce mal-être profond. « *Ne surtout pas en parler aux repas de famille !* », conseille Loïc qui avoue ne plus faire l'effort d'expliquer aux gens son mode de vie résolument radical. Face à la perspective d'un bouleversement environnemental, il a décidé de partir vivre en cohérence avec ses inquiétudes. Il s'est donc installé en milieu rural avec sa famille où il tente d'adopter un mode de vie plus sobre.

L'action en faveur du changement, Vincent, lui, en parle de manière coupable. Engagé dans de nombreux projets associatifs autour de la transition,

il se présente pourtant comme « *un procrastinateur* ». Selon lui, son implication serait plutôt comme une compensation face à l'énormité du défi qui se présente. Ayant réfléchi à la question, il s'inquiète d'être traversé par de mauvais sentiments au moment où la situation se trouverait chaotique. Pour lui, dans ces moments-là, « *la violence et l'entraide traversent tout le monde* ». Il préconise donc d'aller voir les autres dès maintenant, d'être meilleur avec eux pour favoriser le bon côté plutôt que le mauvais. Ce que confirme Martin qui se dit : « *motivé à tisser des liens forts avec les personnes de son environnement proche, comme ses voisins* ».

Au fil des interventions, l'échelle ultra-locale s'inscrit comme une priorité. Habitant de Lille, Martin regrette par exemple d'avoir dû venir jusqu'à Roubaix, préférant tisser des liens avec ses voisins proches. Ces échanges collectifs et locaux, le groupe les expérimente déjà lors de ces soirées de paroles.

« *La violence et l'entraide traversent tout le monde* »

Les premières réunions ont eu lieu après les attentats de novembre 2015

pour permettre aux volontaires de parler de ces moments traumatisants.

Au fur et à mesure, des codes ont été adoptés : trois minutes de parole maximum, pas de réponses aux interventions pour éviter de partir en discussion... Avec les nouveaux arrivants, ces règles ne font plus l'unanimité. Les anciens acceptent alors de déroger à certaines prescriptions lors de la discussion, montrant que plus qu'un groupe de parole, cette rencontre expérimente également l'objet sur lequel elle permet de poser ses mots.

Alban Leduc

### POUR ALLER PLUS LOIN

« *Nous ne croyons pas ce que nous savons* »

*Syndrome de l'autruche*, de George Marshall

L'impact de l'homme sur le réchauffement climatique est désormais prouvé scientifiquement, mais malgré les preuves évidentes, cet impact est souvent remis en question. Alors comment expliquer pourquoi nous n'agissons pas à hauteur de l'enjeu ?

C'est à partir de cette réflexion que le sociologue et philosophe américain George Marshall va écrire *Le syndrome de l'autruche*. Publié en 2014, l'essai émet l'idée que, face au changement climatique, le déni s'applique de façon unilatérale à tous les acteurs de la société civile, des gouvernements jusqu'au simple citoyen. Les causes qui amènent à ce phénomène passent par les mêmes biais cognitifs et psychologiques.

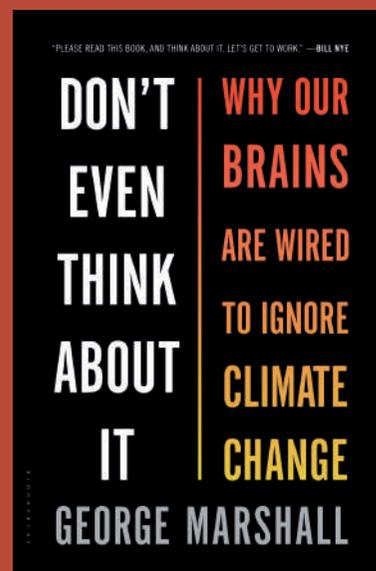
Pour le démontrer, Marshall s'appuie sur de nombreux témoignages allant des plus fervents climato-sceptiques aux premières victimes du réchauffement climatique en passant par de nombreuses études scientifiques. Il fait le constat suivant : annoncer la catastrophe qui arrive sur des bases scientifiques, des données chiffrées, et des témoignages n'a que très peu d'effets sur le combat que peuvent mener les écologistes.

Il met le doigt sur les phénomènes qui conduisent nos cerveaux à réinterpréter la réalité comme nous voulons l'entendre et à trouver d'autres explications en lien avec nos cadres cognitifs et nos valeurs.

Mais George Marshall va au-delà de ces phénomènes, il nous amène à comprendre que le problème n'est pas politique mais d'abord philosophique et conceptuel. On ne croit aux possibilités catastrophiques que lorsqu'elles sont survenues. C'est le principe des situations extraordinaires dans le sens où elles sortent de l'ordinaire donc

de la raison. Ainsi la conviction d'un changement climatique réel relève plus de la croyance que de la raison.

Ce qui est sûr, c'est que nous ne pourrions pas dire que nous ne savions pas.



Mathis Labre

## LEXIQUE DE L'EFFONDREMENT

**Effondrement** : Processus qui désigne une désolidarisation soudaine et brutale d'une structure (ici l'organisation de notre société industrielle), à travers des réactions en chaîne. Ce terme tend en effet à montrer que dans nos sociétés complexes, de nombreux domaines sont interdépendants. L'indisponibilité d'une ressource essentielle comme le pétrole en raison de l'épuisement des ressources naturelles entraînerait alors un important bouleversement.

**Survivalisme** : Mouvement né dans les années 1960 dans le courant libertarien d'extrême droite face à la menace nucléaire, il désigne ceux qui se préparent à affronter tout type de catastrophe. Ce terme présente donc une certaine plasticité. Ainsi, aujourd'hui, il nomme également ceux qui se préparent à affronter l'effondrement de la société industrielle en se rapprochant de la nature.

« **Eco-anxiété** » : Pour Raphael Saussol, étudiant lillois qui réalise une thèse sur ce sujet, utiliser le mot « *anxiété* » amène à psychologiser à outrance un phénomène qui se rapproche davantage d'un fait social, au sens de Durkheim. C'est à dire un phénomène fréquent et collectif, « *susceptible d'exercer sur l'individu une contrainte extérieure* ». Raphael lui préfère donc le terme de « *solastalgie* », qui désigne le même phénomène, même s'il reconnaît que celui-ci est moins compréhensible.

**Collapsologie** : courant de recherche en plein essor qui étudie les risques d'effondrement de nos sociétés thermo-industrielles pour mieux s'y préparer.



crédits : Justine Prados

## L'ESPOIR D'UNE CONVERGENCE DES LUTTES ENTRE FÉMINISME ET ÉCOLOGIE

À Lille, des revendications féministes et écologistes étaient au programme de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars.

**Féminisme et écologie : voilà deux notions qui peuplent journaux et écrans de télévision et font l'objet de débats. Deux termes que l'on associe très peu. À tort peut-être, car ils ne sont finalement pas si éloignés qu'on ne voudrait bien le penser.**

Mais que peut bien apporter la lutte écologique au combat féministe ? Pourquoi le féminisme doit-il être pris en compte dans la gestion de la crise climatique ? Comment ces deux combats peuvent-ils se renforcer ? Autant de questions que l'on peut se poser face à l'inéluctable crise environnementale à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui.

Depuis plus de deux ans nous vivons un moment charnière dans l'histoire de notre société. D'un côté, une prise de conscience globale et universelle (ou presque) de l'urgence environnementale avec des mouvements suivis à l'échelle mondiale. De l'autre, l'insupportable réalisation de la domination subie par les femmes depuis des siècles, une libération mondiale de la parole avec #MeToo et l'envie d'en découdre avec le patriarcat.

### CAPITALISME ET PATRIARCAT, MÊME COMBAT

Pour Sandrine Rousseau, vice-présidente de l'Université de Lille et femme politique engagée sur ces deux terrains, la concomitance de ces prises de conscience n'est pas un hasard. « *Aujourd'hui, je suis absolument convaincue qu'il s'agit du même combat* », affirme-t-elle. C'est l'idée centrale de l'écoféminisme, un courant qui entend relier les revendications féministes et écologistes. Selon la théorie écoféministe, l'oppression des femmes et la prédation des ressources naturelles découlent du même système capitaliste et patriarcal. « *Il y a vraiment un dénominateur commun qui s'appelle la domination et l'assujettissement* », explique Sandrine Rousseau. Puisque ces oppressions puisent leur source dans le même système, il faut les combattre simultanément pour tendre vers une société inclusive et un partage égalitaire des ressources de la planète.

Mais concrètement, ça veut dire quoi ? Pour Léa, militante écologiste et féministe de 26 ans, l'écoféminisme est plus qu'un simple cadre théorique : il s'agit de mettre au service de la lutte écologique des pratiques de la lutte

féministe, et vice versa. « *Je ne me retrouvais plus forcément dans les luttes en mixité qui sont parfois violentes et souvent virilistes* », raconte cette étudiante en agroécologie et militante antinucléaire depuis plusieurs années. L'écoféminisme, pour elle, c'est une manière de pratiquer l'engagement écologiste selon des codes féministes, plus en accord avec ses valeurs et ses besoins. Inclusivité, lutte en non-mixité, communication bienveillante : pour Léa, le cadre écoféministe est apparu comme une réponse à sa perception de l'engagement.

**« Il y a vraiment un dénominateur commun qui s'appelle la domination et l'assujettissement »**

Voilà un avis qui est loin d'être partagé par tous. En effet, si les consciences féministes et écologistes s'affutent peu à peu, l'écoféminisme en tant que tel peine à faire l'unanimité. La faute à de nombreuses controverses qui le qualifient d'« essentialisme » réducteur. Concrètement, on lui reproche de partir du principe que les femmes sont plus proches de la nature par essence,

et donc plus à même de vouloir protéger leur environnement. Pour Sandrine Rousseau, cette idée découle d'une fausse conception. Si les femmes sont plus proches de la nature que les hommes, c'est par construction sociale et non par essence car c'est à elles que l'on a historiquement attribué la sphère domestique et le secteur du care (« le soin »). « *Mais ce n'est pas pour autant qu'il faut enfermer les femmes dans cette idée-là* », défend-elle.

#### À LA FAC OU DANS LA RUE, LES CHOSSES BOUGENT À LILLE

Malgré ses détracteurs, l'écoféminisme s'implante peu à peu dans les esprits. Et avec lui, l'idée que les luttes écologistes et féministes sont intimement liées. En 2019, l'Université de Lille a été la première université de France à organiser des distributions de protections périodiques gratuites pour lutter contre la précarité menstruelle. C'est Sandrine Rousseau qui a piloté ce dispositif. Après une première distribution en janvier 2019, elle raconte avoir reçu une demande « inimaginable » de la part des étudiantes pour que ces protections périodiques soient durables (ser-



*Vice-présidente de l'Université de Lille, Sandrine Rousseau croit fermement à la convergence des luttes écologistes et féministes*

viettes lavables, cups menstruelles...). Elle nous raconte : « *Cette demande, pour moi, c'est le cœur du réacteur : cela montre que l'on a aucun problème à revendiquer les règles et à porter ce sujet sur la sphère publique, mais uniquement à condition que cela préserve la planète* ». Pour elle, cet épisode mar-

quant est la preuve de la conscientisation progressive des démarches écoféministes.

En mars 2019, l'association féministe lilloise Chez Violette organisait un festival « Écologie et féminisme ». Débats, ateliers d'écritures, projections, ateliers DIY, scènes ouvertes : un véritable succès avec presque un événement par soir pendant près d'un mois.

Cette année, le thème de la mobilisation lilloise du 8 mars pour célébrer la Journée internationale des droits des femmes était « Urgence climatique, urgence sociale, enjeux féministes ». La preuve que les choses évoluent, même si le chemin reste encore long. À Lille, Léa déplore l'absence de tout collectif qui se revendique expressément de l'écoféminisme. « *Il y a des mouvements féministes et des mouvements écologistes, mais ils sont encore sectionnés* ». La jeune militante entend bien créer l'impulsion et fonder un mouvement local pour mobiliser les militantes écoféministes sur ces questions-là. Dans l'espoir, un jour, d'arriver à se débarrasser du patriarcat capitaliste...

Justine Prados

## LA TRANSITION, ÇA SE PASSE AUSSI SUR LE NET !

**Avec le confinement, et la saturation des plateformes numériques, les logiciels libres apparaissent comme une alternative pour continuer à surfer sur la toile en protégeant ses données et la planète.**

Prenez le principe du circuit-court et des petits commerçants locaux face aux grandes entreprises et transposez-le à l'échelle numérique. Vous percevrez alors l'un des principaux objectifs du monde des logiciels libres. Liberté de modifier le logiciel utilisé, souveraineté des données numériques ou encore absence de publicités ciblées, les « libristes » (comme on appelle les utilisateurs d'outils numériques libres) se veulent comme des « gardes fous » face aux dérives des GAFAM<sup>1</sup>.

Les logiciels libres peuvent alors être considérés comme des outils « conviviaux », au sens d'Ivan Illich, qui explique dans son ouvrage *La convivialité*, que pour qu'un outil permette à son utilisateur une autonomie, il faut que celui-ci puisse le réparer lui-même, à l'instar du vélo face à la voiture. Le principe du libre est donc de proposer à tous les utilisateurs un accès aux codes sources, ceux-ci pouvant alors être sans cesse adaptés, à l'image d'une page Wikipedia.

En plus d'une transition démocratique par le respect de la souveraineté des données personnelles, les logiciels libres peuvent également être source de transition écologique en favorisant les serveurs à énergie verte. Florian Schmitt, développeur web au sein de l'association Colibri prévoit ainsi de se doter de mini-ordinateurs alimentés par panneaux solaires que chacun pourrait héberger chez soi. « *Ce qui consomme le plus, ce sont les infrastructures de réseau, en les hébergeant au niveau local, nous pourrions les éteindre une fois que nous ne les utilisons plus, la nuit par exemple* », explique-t-il.

La région n'est pas en reste dans cette transition qui prend sens à l'échelle locale. On peut par exemple noter la naissance de Rezo2france, un réseau social libre uniquement destiné aux habitant.e.s des Hauts-de-France.

#### DES RESSOURCES NUMÉRIQUES LIBRES AU NIVEAU LOCAL :

**Rezo2france** : Si vous vous êtes curieux de découvrir la naissance d'un réseau social, n'hésitez pas à jeter un coup d'œil à cette plateforme libre prévue pour échanger de façon locale. [www.rezo2france.fr](http://www.rezo2france.fr)

**Le Samaritain** : Plateforme qui propose des services numériques libres comme un traitement de textes, partages de fichiers, plateforme vidéos... Ce serveur est situé à Amiens en auto-hébergement. [www.lesamaritain.fr](http://www.lesamaritain.fr)

#### POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES LOGICIELS LIBRES :

**Association Framasoft** : Vous trouverez sur leur site internet à peu près tous les services des GAFAM en version libre, ainsi que des articles pour comprendre cette démarche : une vraie mine d'or ! [framasoftware.org](http://framasoftware.org)

**Les CHATONS** : Pour Collectif des Hébergeurs Alternatifs, Transparents, Ouverts, Neutres et Solidaires. Cette plateforme répertorie tous les services numériques du monde libre. Vous pourrez alors chercher sur leur carte l'initiative la plus proche de chez vous. A Lille, il s'agit de Raoull : [wiki.raoull.org](http://wiki.raoull.org)

Alban Leduc

1. Google ; Apple ; Facebook ; Amazon ; Microsoft



## AVEC AGISSONS, L'ÉCOLOGIE A DE BONNES ONDES

Depuis l'année dernière, RPL Radio diffuse sur ses ondes l'émission Agissons. Une fois par mois, Agissons propose de décortiquer dans la bonne humeur les thématiques de la transition écologique.

Le dernier vendredi du mois, à 10h, c'est le moment d'écouter sur RPL Radio Agissons, le magazine de la transition écologique. Chaque émission porte sur un thème particulier de l'univers de l'écologie. L'équipe d'Agissons éclaire de manière conviviale des notions comme la mobilité, l'effondrement, la technologie ou le militantisme. Reportages, chroniques humoristiques, récits créatifs et interviews, tous les formats sont utilisés pour rendre l'écologie compréhensible pour les novices tout en intéressant les initié-es.

Agissons, c'est aussi une émission ancrée sur son territoire. Chaque thème est abordé par le prisme du Grand Lille. En effet, l'équipe d'Agissons porte l'idée que l'écologie n'est pas qu'une affaire lointaine et insaisissable. À travers leurs prises de parole, les membres

d'Agissons révèlent les nombreuses manières dont chacun-e peut s'appropriier l'écologie.

L'émission est en soi une mise en pratique d'une écologie populaire qui passe par l'autonomie et l'auto-organisation avec des jeunes bénévoles de Lille et de ses environs qui fabriquent à la main une émission de radio. Chaque étape de la bande sonore est choisie collectivement par l'équipe. Les rôles tournent chaque mois et chacun-e peut aussi bien s'engager sur des questions techniques ou sur la communication que sur sa réalisation.

De plus, la radio est un média qui s'accorde parfaitement au projet d'éducation populaire d'Agissons. En étant diffusé sur RPL Radio, Agissons peut faire découvrir à des auditeurs une vision originale de l'écologie. Une écologie différente de celle qui est diffusée sur les médias grands publics et qui est souvent culpabilisante et catastrophiste.

Aux origines du projet, RPL Radio et la Maison Régionale de l'Environnement

et des Solidarités ont eu l'envie commune de faire naître un projet radio-phonique sur la transition écologique. En octobre 2018, un volontaire en service civique recruté pour mettre en place l'émission a monté une équipe de jeunes bénévoles. Quelques semaines plus tard, l'équipe était formée et diffusait sa première émission début 2019. Au total, six numéros seront diffusés de janvier à juin. Une première saison qui a rempli son cahier des charges et qui a motivé la MRES à renouveler l'expérience.

Pour cette deuxième saison, l'équipe s'est agrandie et a décidé de faire sortir Agissons de la radio. Les émissions sont dorénavant disponibles sur les meilleures plateformes de podcasts. Des projets de reportages hors-série sont mis sur pied. Et surtout, des rencontres sont organisées par l'équipe le deuxième mardi du mois à la MRES. Une occasion de se retrouver pour discuter et débattre avec les auditeurs des thèmes traités dans les émissions.

**L'équipe Agissons**

### POUR ALLER PLUS LOIN

Agissons est disponible en podcast sur Apple podcasts, Spotify, Deezer, Castbox mais aussi sur notre site internet [agissons.ovh](http://agissons.ovh).

Vous pouvez nous contacter sur Facebook, Instagram et toujours sur notre site !

Les membres de l'équipe d'Agissons sont aussi des passionné-es de radio et podcasts et ont décidé de vous concocter une liste de leurs coups de cœur :



**Un podcast à soi** : pour aborder les questions de genre



**Qui m'a filé la Chlamydia ?** : pour parler sans tabou de(s) sexualité(s).



**Les baladeurs** : pour rêver



**Floraisons** : pour comprendre les dominations exercées dans notre monde



**Les Yeux Grands Ouverts** : pour un tour des communes écolos



Je m'appelle **Marion Pignel**, j'ai 24 ans et cette année, j'étais en mission de service civique pour le REFEDD à Lille. Comme de plus en plus de jeunes, je suis très engagée sur les questions de transition écologique.



**Clara Marteau**, 20 ans, étudiante de Sciences Politiques à l'Université de Lille. Je suis passionnée par les enjeux environnementaux à toutes les échelles et je compte bien travailler dans ce domaine plus tard.

**Rémi Dhellemmes**, Artiste engagé, je consacre une partie de mon temps au bénévolat. Mes dessins sont libres de droit car je trouve absurde de ne pas pouvoir partager des œuvres librement. Ils sont publiés sur ma page Facebook, « Deherr ».



**Elise Villain**. Après des études d'agronomie, j'ai fait un service civique pour Terre de Liens. Ce magazine est l'occasion de découvrir une nouvelle région sous un angle original : le développement durable, qu'il soit social ou environnemental mais surtout collaboratif.



**Mathis Labre**. Originaire de Clermont-Ferrand, je suis étudiant en urbanisme à Lille. Curieux et intéressé par les questions urbaines, écologiques et sociétales, j'aime confronter les idées et engager le débat.

# L'ÉQUIPE

**Céline Gauthier**, designer végétal. Je conçois et travaille avec la matière végétale dans l'idée d'apporter autant à l'homme qu'à l'environnement, mêlant ainsi botanique et design.



**Alban Leduc**, étudiant à Sciences Po Lille, où j'observe et agis avec inquiétude pour changer l'itinéraire d'un monde inconscient. À la recherche d'un cap, je cherche à découvrir et à transmettre par l'écrit et la photo.



Je m'appelle **Justine Prados**, 23 ans, Toulousaine exilée dans le Nord pour mes études. Passionnée d'écologie depuis longtemps, je veux devenir journaliste pour participer à la réflexion autour des enjeux environnementaux.



**Agissons** est une émission de radio mensuelle diffusée sur RPL et produite par la MRES. Son équipe de 10 jeunes bénévoles élabore des émissions qui traitent des thèmes de l'écologie en lien avec la métropole lilloise.

**Publication éditée par** : Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités

**Directeur de publication** : Philippe Pary

**Coordinatrices** : Laurie Moniez - Nadège Carlier

**Comité de rédaction et de relecture** : Mathis Labre, Clara Marteau, Elise Villain, Marion Pignel, Céline Gauthier, Thomas Coste, Alban Leduc, Rémi Dhellemmes, Moufali Claude, Justine Prados, le collectif Agissons, Laurie Moniez, Nadège Carlier

**Couverture** : Pauline Krawczyk ; crédits : Ville de Loos en Gohelle

**Maquette et mise en page** : Thomas Coste

**Impression** : Tanghe Printing (Boulevard Industriel 20 ; B-7780 Comines)

Ce numéro est gratuit.

Dépôt légal - été 2020

Tirage : 2000 exemplaires

Les articles parus dans ce magazine sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs et ne sauraient engager la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités.

Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités

5 rue Jules de Vicq 59800 Lille – Tél. : 03 20 52 12 02

Mél : [mres@mres-asso.org](mailto:mres@mres-asso.org) – Site web : [www.mres-asso.org](http://www.mres-asso.org)

## COULISSES DE L'ENVERS

Au printemps 2019, la MRES a fait le pari de se lancer dans une nouvelle aventure mêlant transition écologique et solidaire à l'éducation aux médias. Forts du succès de l'émission de radio « Agissons » lancée en 2018 en partenariat avec RPL Radio et entièrement réalisée par des jeunes, nous avons voulu nous essayer à un autre support : le papier.

En octobre 2019, l'appel à participation est lancé : nous cherchons des « apprentis journalistes » de 16 à 25 ans motivés pour avancer avec nous dans ce projet. Une première réunion est organisée à la MRES avec une douzaine de personnes venues d'horizons très différents. Nous nous quittons avec l'ambition partagée d'un magazine centré sur les Hauts-de-France, qui se veut lucide et optimiste, qui n'hésitera pas à porter un regard critique sur les dysfonctionnements actuels tout en mettant en lumière les acteurs engagés dans la transition écologique. Quel plaisir de voir qu'en deux heures, ce qui n'était qu'une page blanche devient un peu plus concret !

Au fil des rencontres, le groupe évolue, certains ne poursuivent pas l'aventure et d'autres nous rejoignent. En janvier, autour d'un verre au Café Citoyen, le groupe fait la connaissance de la journaliste Laurie Moniez qui vient apporter son enthousiasme et son expérience et qui nous accompagnera tout au long du projet. Nous expérimentons les comités de rédaction dans les locaux de la Maison de l'Economie Solidaire, la nouvelle MRES étant encore en train de déballer ses cartons. Les premiers entretiens sont réalisés, les premiers articles rédigés, le projet prend un peu plus de corps.

Puis vient le coronavirus et l'expérience du confinement. Malgré les distances, le groupe répond présent et nous continuons à avancer. Certes, notre organisation a été chamboulée, mais cette crise nous a confortés dans notre ambition initiale. Malgré les mois qui se sont écoulés entre les premières versions des articles et la parution du magazine, tous ces sujets restent plus que jamais d'actualité.

Vous avez sous les yeux et entre les mains le résultat d'une démarche qui a été possible grâce à l'implication et à l'enthousiasme d'un groupe de jeunes curieux. Qu'ils soient ici chaleureusement remerciés et félicités pour leur engagement et leurs contributions.

### Magazine réalisé dans le cadre de l'Université Populaire et Permanente de la Jeunesse (UPPJ)

Coordonnée par Interphaz, en partenariat avec la MRES, l'OMJC de Villeneuve d'Ascq et la MDA de Tourcoing, l'UPPJ est un projet financé par la Métropole Européenne de Lille (MEL) dans le cadre du programme « Investir dans les jeunes métropolitaines ».

Ce projet s'adresse à tous les jeunes de la MEL, de 16 à 30 ans, et aux professionnels de la jeunesse. L'objectif ? Leur permettre d'exprimer leurs envies et leurs opinions, de prendre part à des projets citoyens et de participer plus globalement à la construction de cette métropole dont ils sont aujourd'hui un maillon essentiel.

Les maîtres-mots ? Esprit critique, engagement et faire collectif.

Les projets ? Chantiers participatifs, Tour d'Horizon, échanges de jeunes européens, actions sur l'espace public, émissions radio, balades urbaines, conférences gesticulées, rencontres, formations etc.

Vous pouvez découvrir toutes nos actions et rejoindre le projet sur Facebook, Youtube et Instagram.

Avec le soutien de :

INTEPHAZ

Mda  
Maison des Associations  
de TOURCOING

omjc  
Ouvriers du Mouvement  
Jeunesse Citoyenne

Financé par :

FONJEP

Région  
Hauts-de-France

INVESTISSEMENTS  
D'AVENIR

MEL  
MÉTROPOLE  
EUROPÉENNE DE LILLE

FULL  
LA JEUNESSE

ville de  
lille

Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Direction départementale  
de la cohésion sociale